

L'ÉCO

de la semaine



09 au 13 mars 2026

SOMMAIRE

Structure des échanges commerciaux : les femmes jouent un rôle crucial.....	2
Matsiatra Ambony et Amoron'i Mania : la filière orge pâtit de la taxe élevée sur la bière	2
Pétrole : le prix du baril s'est approché de la barre des 120 dollars, une première depuis 2022.....	3
Toekarena manga : Vonona hanolo-tanana antsika ny Japoney.....	4
Economie : Herinjatovo Ramiarison déplore une stagnation structurelle de la productivité agricole	4
Relance économique : La création d'un Institut national du textile et de l'habillement en trame	5
Développement : L'industrialisation nécessite des infrastructures	5
Riz en Afrique : un objectif de 56 millions de tonnes d'ici 2030.....	6
Internet : Axian Telecom s'allie à AST SpaceMobile pour accélérer le haut débit satellitaire en Afrique.....	7
Sipem Banque et Materauto : financement élargi pour les véhicules et l'énergie solaire	7
Coopération Sud-Sud : un accord pour stimuler les investissements tuniso-malgaches	8
Alaoatra-Mangoro : la chute du prix du riz fait craindre une crise	8
Sandam-bola : Mahazo aina ny Ariary.....	9
Accès aux terres : Le foncier comme verrou stratégique à débloquer pour libérer les investissements.....	9
Les États-Unis lancent des enquêtes commerciales afin d'imposer de nouveaux droits de douane.....	10
Huile lourde à tsimiroro : Vingt-cinq puits remis en service.....	11
Energie et dépendance : la fragilité invisible de l'approvisionnement en carburants à Madagascar	11
11 ^e édition du « Tsenaben'ny Fizahantany » : la promotion du tourisme nationale se poursuit	13
Commerce : Colère des riziculteurs de l'Alaoatra face à l'effondrement des prix du riz local	13

Structure des échanges commerciaux : les femmes jouent un rôle crucial

JEAN RIANA | 09 MARS | LES NOUVELLES

A l'occasion de la Journée internationale des droits des femmes, le Council on Foreign Relations, organisé par le Corporate Council on Africa, à Washington, le 6 mars, a mis en exergue le leadership, la contribution et le rôle crucial des femmes, dans la structuration d'échanges commerciaux, à l'échelle mondiale.



Et l'Ambassadrice de Madagascar aux Etats-Unis, Lantosoa Rakotomalala au même titre que ses homologues de Maurice et de Mauritanie, ont été à l'honneur lors de la discussion informelle « Fireside chat » dédiée à rendre hommage aux femmes ambassadrices et dirigeantes qui font progresser le commerce

et l'investissement entre les Etats-Unis et l'Afrique. Les débats ont porté sur la manière de transformer les partenariats entre les Etats-Unis et le continent africain, en véritable levier de développement durable. A ce propos, l'ambassadrice Lantosoa Rakotomalala voit une importante opportunité, pour stimuler davantage le commerce et les investissements entre l'Afrique, en particulier Madagascar et les Etats-Unis. « L'alignement des intérêts demeure essentiel pour bâtir des partenariats économiques durables, mutuellement bénéfiques et porteurs de prospérité », a-t-elle souligné. A rappeler que l'Ambassadrice de Madagascar a joué un rôle dans les négociations avec les Etats-Unis ayant conduit à la prolongation de l'African Growth and Opportunity Act (Agoa). Reconduite à la co-présidence du comité stratégique de l'Agoa, elle continuera de plaider en faveur du maintien de cet accord, d'autant plus que Madagascar ambitionne poursuivre les échanges commerciaux avec les américains. A ce sujet, la communication verbale concernant l'extension de l'Agoa ainsi que les actions à entreprendre pour assurer la pérennité des échanges commerciaux entre Madagascar et les Etats-Unis, ont été approuvées lors du Conseil des ministres, le 3 mars dernier à lavoloha.

Matsiatra Ambony et Amoron'i Mania : la filière orge pâtit de la taxe élevée sur la bière

ARH. | 09 MARS | LES NOUVELLES

L'inquiétude grandit chez les cultivateurs d'orge dans les régions Matsiatra Ambony et Amoron'i Mania, face à la baisse de la demande des entreprises brassicoles qui engendre également une baisse des prix, les contraignant à réduire les surfaces cultivées. Et cette situation est due en grande partie à la hausse de la taxe sur la bière.

Après une année 2025 exceptionnelle où le volume de production a atteint 11.300 à la grande satisfaction des cultivateurs dans les régions de Vakinankaratra, Amoron'i Mania et Matsiatra Ambony, 2026 s'annonce morose. L'impact de l'augmentation de taxe sur la bière se fait sentir, notamment les droits d'accise, plus de 293 % en cinq ans. Selon les producteurs, la superficie consacrée à l'orge a diminué presque de moitié cette année. Elle passe de 1.200 hectares auparavant à 850 hectares en 2026, pour la simple raison que les entreprises brassicoles réduisent leur demande. Et pour la première fois depuis sept ans, après plusieurs années de hausse, le prix d'achat de l'orge auprès des agriculteurs, connaît une baisse, passant de 1.750 ariary en 2025 à 1.700 ariary cette année. Pourtant, ces dernières années, le prix a été en perpétuelle augmentation : 880 ariary en 2020, 910 ariary en 2021, 1.040 ariary en 2022, 1.200 ariary en 2023 et 1.700 ariary en 2024. Pour les exploitants agricoles, cette conjoncture menace directement leur activité et existence. Une mère de

famille explique que la culture de l'orge constitue une source de revenus stables pour des ménages. « Grâce aux revenus tirés de l'orge, nous pouvions payer la scolarité de nos enfants et même envoyer certains à l'université », confie-t-elle. « Si les revenus diminuent, c'est toute la famille qui en souffre ».

Taxe sur la bière, triplée

Dans la commune d'Ambovombe Centre, dans le district de Manandriana (région Amoron'i Mania), les responsables locaux redoutent également la fin de la collaboration avec la société Malto, partenaire clé de la filière. Alors que « cette coopération nous a permis de réaliser plusieurs infrastructures », souligne un responsable communal. « Des écoles ont été rénovées et des barrages ont été construits pour faciliter l'irrigation des cultures ». D'après les acteurs du secteur, la situation est liée à la hausse de taxe sur la bière qui a triplé en cinq ans, passant de 290 ariary par litre en 2020 à 850 ariary

aujourd' hui. Et les entreprises brassicoles n'ont d'autre choix que revoir à la hausse le prix de la bière, « trop élevé pour les consommateurs ». Et quand la consommation diminue, la production de bière suit la tendance avec comme conséquence la baisse de la demande en orge. Face à cette crise naissante, les cultivateurs lancent un

appel aux autorités. Ils demandent au gouvernement d'examiner de près la situation de la filière. « L'orge fait vivre de nombreuses familles et contribue au développement local », rappellent-ils. « Nous avons besoin d'un soutien pour préserver cette activité essentielle ».

Pétrole : le prix du baril s'est approché de la barre des 120 dollars, une première depuis 2022

09 MARS | FRANCE24

Les prix du pétrole se sont envolés lundi, s'approchant brièvement du seuil des 120 dollars dans les échanges asiatiques. Les marchés s'inquiètent de la réduction de la production des pays du Golfe, du ciblage d'infrastructures pétrolières par les belligérants et du blocage du détroit d'Ormuz.

L'envolée est historique. Le baril de pétrole a flambé, lundi 9 mars, de 30 % en quelques heures et tutoyé brièvement les 120 dollars, dans un marché paniqué par la prolongation du conflit au Moyen-Orient, le blocage du détroit d'Ormuz et les dommages aux infrastructures énergétiques.

Vers 8 h 25 GMT, le baril de Brent de la mer du Nord, référence du marché mondial, grimpait de 16,18 % à 107,69 dollars, peu après avoir flambé de plus de 28 %. Le baril de WTI, référence du marché américain, s'envolait de 14,02 %, à 103,64 dollars, après avoir brièvement bondi de plus de 31 %.

Depuis le début de l'offensive américano-israélienne contre l'Iran, le WTI s'est apprécié de quelque 60 %, du jamais-vu sur une période aussi courte.

Même l'invasion à grande échelle de l'Ukraine par la Russie, qui avait vu le baril grimper jusqu'à 130,50 dollars début mars 2022, n'avait pas provoqué de mouvements aussi violents.

Côté gaz naturel, la référence européenne, le TTF néerlandais, grimpait de 13,49 % vers 8 h 25 GMT, à 60,58 euros le mégawattheure, après avoir flambé de 30 % à l'ouverture.

Un « tout petit prix à payer », selon Trump

Au dixième jour du conflit, les marchés de l'énergie restent suspendus aux développements au Moyen-Orient, où le détroit d'Ormuz, par lequel transite environ 20 % de l'offre mondiale de pétrole et de gaz naturel liquéfié (GNL), reste quasi paralysé.

Alors que la flambée sans précédent des cours pénalise déjà les consommateurs américains, Donald Trump a rapidement réagi sur son réseau Truth Social, déclarant que ce coup de chaud était un « tout petit prix à payer pour la paix et la sécurité des États-Unis et du monde ».

Certes, vendredi, l'Agence américaine de développement DFC a annoncé la mise en place d'un mécanisme de réassurance pour faciliter la couverture des risques liés au passage du détroit d'Ormuz, jusqu'à 20 milliards de dollars.

Les États-Unis collaborent actuellement avec des armateurs souhaitant faire sortir leurs tankers du golfe Arabo-Persique, a insisté dimanche le ministre américain de

l'Énergie, Chris Wright. « Dans les premiers temps, ces navires seront probablement sous protection militaire américaine », a-t-il ajouté, prévoyant un retour du trafic à la normale « dans un avenir relativement proche ».

Mais ces signaux n'ont pas suffi à rassurer : par peur d'attaques, la circulation reste quasi paralysée dans le détroit – des informations de presse mentionnant seulement le passage de quelques navires s'identifiant comme chinois. « Les perturbations de l'approvisionnement s'intensifient, les données de suivi des navires confirmant l'arrêt du trafic maritime », observe Lloyd Chan, de la banque MUFG, qui parle de « choc pétrolier ».



Installations de stockage et gisements visés

Surtout, l'extension du conflit exacerbe les inquiétudes sur la production d'hydrocarbures. L'Arabie saoudite a notamment encore intercepté lundi plusieurs drones qui se dirigeaient vers le gisement de pétrole de Shaybah, dans le sud-est du pays, déjà attaqué la veille.

« Les Émirats arabes unis, le Koweït et l'Irak ont réduit leur production de pétrole, l'Irak annonçant une baisse d'environ trois millions de barils/jour », souligne Lloyd Chan. Par ailleurs, « les frappes israéliennes ciblant des installations de stockage de carburant clés en Iran renforcent les risques ».

Les marchés dans le rouge

« Dans ces conditions, la question du retour des pressions inflationnistes et de leurs conséquences économiques s'impose à nouveau comme l'un des principaux

sujets d'inquiétude pour les investisseurs », explique John Plassard, responsable de la stratégie d'investissement chez Cité Gestion Private Bank, les pays européens important massivement leurs hydrocarbures.

Sur les marchés actions européens très sensibles aux coûts de l'énergie, la Bourse de Paris perdait 2,54 % dans les premiers échanges, Francfort 2,40 % et Milan 2,19 %. Londres (-1,65 %) résistait un peu mieux « grâce aux gains des grandes compagnies pétrolières » représentées dans l'indice, souligne Kathleen Brooks.

À Tokyo, l'indice vedette Nikkei a terminé en repli de 5,19 %, tandis qu'à Séoul, l'indice Kospi a fini en chute de 5,96 %.

L'Asie est également très exposée, la Corée du Sud étant le quatrième plus gros importateur de brut, suivie du Japon, et l'économie coréenne reposant sur une industrie tech très énergivore.

« Le Japon et la Corée sont des moteurs industriels géants qui fonctionnent au pétrole importé. Lorsque le prix du brut flambe, il se répercute directement sur les entreprises : les coûts des intrants explosent, les anticipations d'inflation grimpent », note Stephen Innes, de SPI Asset Management.

Des signes de tensions apparaissent : la Chine a demandé la semaine dernière à ses principaux raffineurs de suspendre leurs exportations de gazole et d'essence, selon Bloomberg. Et la presse nipponne indique que Tokyo réfléchit à ouvrir ses réserves pétrolières stratégiques.

Les craintes d'une nouvelle vague inflationniste font grimper les taux d'intérêt des dettes d'État.

Le rendement de l'emprunt français à échéance dix ans évoluait à 3,60 % vers 8 h 25 GMT contre 3,51 % vendredi à la clôture, une forte variation pour ce marché. Son équivalent britannique s'établissait à 4,76 % contre 4,63 % vendredi, et l'italien à 3,73 % contre 3,62 %.

Les États-Unis pourraient élargir la levée temporaire des sanctions sur le pétrole russe pour soulager le marché, après avoir accordé une première autorisation à l'Inde, jeudi.

Les ministres des Finances du G7 doivent par ailleurs se réunir en visioconférence lundi, et selon le Financial Times, ils pourraient discuter d'un possible recours coordonné à leurs réserves pétrolières stratégiques respectives. L'information contribuait à la modération de l'envolée du brut en fin d'échanges asiatiques.

Toekarena manga : Vonona hanolo-tanana antsika ny Japoney

HENINTSOA | 10 MARS | LES NOUVELLES

Hizara traikefa mahakasika ny jono maharitra ho an'ireo Malagasy teknisianina indray ny japoney, entina hanampiana amin'ny fitantanana ny harena an-dranomasina aty amin'ny ranomasimbe Indianina. Nivoitra izany nandritra ny fihaonan'ny masoivohon'ny firenena japoney miasa eto Madagasikara, i Hitoshi Tojima, sy ny minisitry ny Jono sy ny toekarena manga, i Chan Kit Waye Jaco, teny Ampandrianomby. Tanjona ny hanohizana ny fiara-ha-miasa ho an'ny tombontsoan'ny roa tonta. Marihina fa anisan'ny manome tantsoroka an'i Madagasikara

hatramin'izay ity firenena ity. Miantso ny hanohanana'izy ireo ihany koa ny minisitery hanatanterahana ny tetikasa hampiroboroboana ny fiompiana trondro, indrindra amin'ny famokarana tilapia sy karazan-trondro an-drano-mamy hatrany amin'ny 50 000 taonina. Tanjona ny hanohanana ny famoronana asa hiadina amin'ny tsy fanjarian-tsakafo eto Madagasikara. Marihina fa mamelona tokantrano an'arivony ny sehatry ny jono izay fanoitra amin'ny fampandrosoana ny toekarena.

Economie : Herinjatovo Ramiarison déplore une stagnation structurelle de la productivité agricole

10 MARS | 2424.MG

Une stagnation structurelle de la productivité agricole est rapportée. Bien que ce secteur constitue un levier fondamental de l'économie nationale, le ministre de l'Économie et des finances, Herinjatovo Ramiarison a déploré une atonie persistante de cet indicateur qui, malgré son importance stratégique, peine à amorcer une croissance réelle depuis des décennies. Ce membre du Gouvernement de la Refondation avait livré ce constat, lors des Assises pour la relance économique tenues ce lundi.

Le ministre Herinjatovo Ramiarison pointe surtout du doigt l'inefficience des investissements passés dans ce secteur. « En dépit de l'injection constante de ressources budgétaires, de la mise en œuvre successive de multiples Programmes d'investissement public (PIP) et du déploiement de nombreux projets de développement, les

rendements stagnent encore à ce jour », martèle-t-il, soulignant l'urgence d'une révision profonde des mécanismes de soutien à la production.

Lors de la présentation du Diagnostic des revenus ruraux à Madagascar, Olive Nsababera avait rapporté que le taux de croissance annuel de l'agriculture était proche de zéro au cours des dernières décennies. Le secteur qui devrait ainsi être le moteur de la croissance économique avait quasiment stagné, souligne cette économiste principale de la Banque mondiale.

Cette spécialiste de la Banque mondiale avait alors soulevé plusieurs contraintes structurelles qui ont limité la productivité agricole. Elle avait parlé d'une gouvernance opaque des marchés, qui avait comme conséquence d'entraîner de forts écarts entre les prix perçus par les producteurs

et les prix finaux. A cela s'ajoutent encore les distorsions de politiques publiques, qui affaiblissent encore les incitations des paysans à produire et à vendre. Elle y ajoute la mauvaise qualité des routes, la capacité de stockage limitée qui empêchent également une intégration forte des marchés ou encore le faible accès au financement.

Il est par ailleurs souligné dans le rapport d'Examen des dépenses publiques liées à l'agriculture, fait par la Banque mondiale que le taux d'exécution du budget dans ce secteur demeure faible. Il se situait en dessous de 40 % tout au long de la période d'étude. Bien qu'un total de 1,57 milliard de dollars ait été alloué au secteur entre 2013 et 2022, moins de la moitié (617,3 millions de dollars) a été effectivement dépensée.

Pour améliorer durablement les revenus agricoles et renforcer la résilience des ménages ruraux, le rôle central des organisations paysannes et du secteur privé dans l'amélioration de l'accès aux marchés, aux intrants et à l'assistance technique avait été insisté. Les rapports de la Banque mondiale avaient également mis en avant l'importance de revitaliser les villes secondaires pour stimuler les chaînes de valeur agricoles et créer des opportunités d'emplois non agricoles. Les recommandations de cette institution financière appellent alors à des investissements ciblés, notamment dans l'irrigation, les routes rurales, la recherche et la vulgarisation agricoles ou encore le renforcement du cadre de décision budgétaire, de la qualité des données et des systèmes de suivi-évaluation.

Relance économique : La création d'un Institut national du textile et de l'habillement en trame

10 MARS | 2424.MG

Madagascar entend se doter d'un vivier de techniciens qualifiés à travers la création d'un Institut national du textile et de l'habillement. C'est une des mesures prioritaires pour la relance économique prévue pour cette filière, avec pour objectif de faciliter le développement des entreprises existantes et l'attraction de nouveaux investisseurs.

Des actions peuvent déjà être entreprises, comme présenté dans le document détaillant ce projet. Celles-ci commencent par l'identification des qualifications

techniques en crise ou à renforcer, suivi de la définition des curricula correspondant aux formations à mettre en place. Et ce pour parvenir à la création de l'Institut national du textile.

Ce projet devra contribuer à la facilitation de l'extension des unités déjà implantées au pays d'une part. Mais il devra également promouvoir l'attractivité accrue pour de nouveaux investisseurs, de l'autre, compte tenu de la disponibilité des ressources humaines qualifiées.

Développement : L'industrialisation nécessite des infrastructures

ITAMARA OTTON | 11 MARS | L'EXPRESS DE MADAGASCAR

Les attentes du secteur privé restent inchangées. Hier, le patron du Syndicat des Industries a insisté sur la nécessité de réhabiliter les infrastructures routières et énergétiques pour permettre le développement industriel.

Quand l'industrie va, tout va. Mais dans la Grande Île, le développement industriel reste fortement entravé par des problèmes très... terre à terre.



La faible industrialisation (entre 15 et 19 % du PIB), l'état dégradé des infrastructures routières ainsi que les difficultés énergétiques en sont des exemples. Hier, lors de la clôture des assises pour la relance économique, Tiana Rasamimanana, président du Syndicat des Industries

de Madagascar (SIM), a insisté sur la nécessité pour le secteur privé d'avoir accès à des infrastructures de qualité. « Le secteur privé et les industries ont besoin d'infrastructures routières, aériennes et maritimes pour pouvoir circuler et acheminer leurs produits. L'aspect énergétique et l'accès à l'eau sont aussi primordiaux pour permettre aux industriels de produire davantage », a-t-il déclaré lors de son allocution au Centre de conférences international d'Ivato. Selon le patron du SIM, les industriels souhaitent produire plus. La volonté est là, mais concrétiser cet objectif sera une autre paire de manches.

« Il est vrai que les industriels et le secteur privé, en général, visent à faire du profit », concède Tiana Rasamimanana. « Mais les investissements doivent retomber sur l'économie malgache », assène-t-il, avant d'enchaîner : « Ce que nous [le secteur privé, ndlr] recherchons, c'est une manière saine de produire davantage afin de nous permettre d'investir plus dans l'économie nationale. »

Résolutions

Lors de ces assises, un constat simple en apparence est ressorti des couloirs du CCI. L'économie ne pourra jamais décoller si la population ne peut pas consommer et si les industriels ne peuvent pas produire. La fiscalité, les problèmes d'énergie et de connectivité, ainsi qu'un climat des affaires délétère, constituent autant de freins au développement économique et industriel.

Les résolutions prises lors de ces assises portent notamment sur l'assainissement du climat des affaires. En ce qui concerne les routes, l'État et le secteur privé se sont accordés pour « publier le plan national de construction,

de réhabilitation et d'entretien du réseau routier avec un calendrier clair », mais également pour développer les partenariats public-privé (PPP) afin de financer les infrastructures routières.

Sur le plan énergétique, les visions convergent également. Les résolutions préconisent ainsi la mise en œuvre du plan de redressement de la Jirama et le renforcement de la gouvernance de cette société nationale d'eau et d'électricité. Le secteur privé a également insisté sur la nécessité d'adopter les textes relatifs à l'application de l'autoproduction et à la vente d'énergie par les opérateurs concernés, ainsi que d'accélérer la transition énergétique.

Riz en Afrique : un objectif de 56 millions de tonnes d'ici 2030

ARH. | 11 MARS | LES NOUVELLES

Madagascar est au cœur de la stratégie rizicole africaine. Antananarivo accueille du 9 au 12 mars la 10e Assemblée générale de la Coalition pour le développement de la riziculture en Afrique (CARD) ainsi que la 21e réunion de son comité directeur. Organisée au Novotel Convention and Spa avec l'appui de la Japan International Cooperation Agency (Jica), la rencontre rassemble les représentants de 32 pays africains, plusieurs organisations partenaires et des institutions de recherche engagées dans la transformation du secteur rizicole.

L'événement constitue une plateforme de coordination stratégique pour accélérer la production de riz sur le continent et renforcer la sécurité alimentaire. La rencontre intervient dans un contexte de forte croissance de la production rizicole africaine. En Afrique subsaharienne, celle-ci a atteint près de 37 millions de tonnes en 2023. La phase 2 de la CARD vise désormais un objectif ambitieux : porter ce volume à 56 millions de tonnes d'ici 2030 grâce au renforcement des stratégies nationales de développement de la riziculture et à une mobilisation accrue des financements publics et privés.

À l'ouverture des travaux, hier, le secrétaire général du ministère de l'Agriculture et de l'élevage, Lambo Tiana Fabien Andriambololona, a souligné que « la CARD représente un cadre essentiel de coopération. Elle favorise le partage d'innovations techniques et facilite la mobilisation des partenaires pour accélérer le développement durable du secteur ».

Riz et changement climatique

Les discussions portent notamment sur l'intensification durable de la production, l'adaptation de la riziculture au changement climatique, le développement des marchés et l'inclusion des petits producteurs. Les participants examinent également les progrès réalisés dans la mise en œuvre des stratégies nationales et régionales de développement de la riziculture.

À Madagascar, la filière occupe une place vitale dans l'économie agricole. Le pays produit environ 5,17 millions de tonnes de riz paddy sur une superficie de 1,828 million d'hectares, avec un rendement moyen de 2,6 tonnes par hectare. Cette production couvre près de 80 % des besoins nationaux, tandis que 82 % des ménages agricoles pratiquent la riziculture.



La rencontre se conclura par des visites de terrain dans les zones rizicoles de Manakasina, Ambohimanga Rova et Mahitsy, où les participants découvriront plusieurs innovations agricoles soutenues par la coopération internationale. Pour Madagascar, accueillir ce sommet confirme son engagement à renforcer la production rizicole et à contribuer durablement à la sécurité alimentaire du continent.

Internet : Axian Telecom s'allie à AST SpaceMobile pour accélérer le haut débit satellitaire en Afrique

11 MARS | 2424.MG

Axian Telecom renforce sa stratégie d'expansion numérique sur le continent africain. L'opérateur a conclu un partenariat stratégique avec l'entreprise américaine AST SpaceMobile afin de déployer en Afrique un service de connectivité satellitaire « direct-to-device » (D2D). Le déploiement effectif du service restera toutefois conditionné à l'obtention des autorisations réglementaires et à la gestion de l'utilisation du spectre dans chaque pays concerné.

Cette technologie, très tendance actuellement, permet d'apporter l'Internet mobile haut débit dans les zones encore mal couvertes par les réseaux terrestres. Compatible avec l'évolution des standards 5G et IoT, cette solution pourrait ouvrir la voie à une nouvelle génération de connectivité hybride, combinant réseaux terrestres et satellitaires en Afrique.

La collaboration vise principalement à réduire la fracture numérique dans les régions rurales et isolées, où les infrastructures télécoms traditionnelles restent limitées. « Notre ambition a toujours été de bâtir un réseau qui profite à tous en Afrique », déclare Hassan Jaber, PDG d'Axian Telecom qui détient la marque Yas. Selon lui, la technologie développée par AST SpaceMobile permettra de connecter les communautés mal desservies sans nécessiter de nouveaux équipements pour les utilisateurs.

La technologie repose sur une constellation de satellites BlueBird placés en orbite terrestre basse. Elle permettra de fournir une connectivité 4G LTE et 5G directement sur des smartphones standards, sans application spécifique ni modification matérielle.

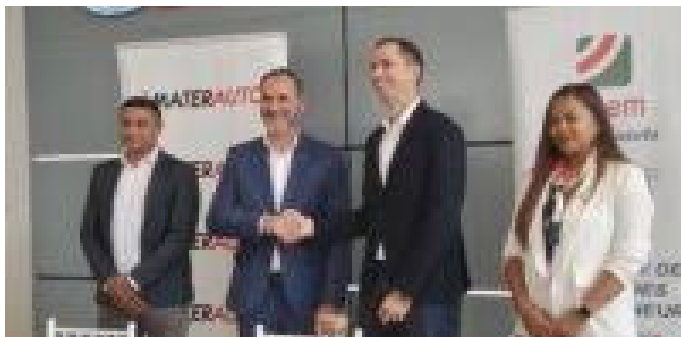
Au-delà du grand public, les deux partenaires prévoient également de développer des offres destinées à plusieurs segments stratégiques dont les entreprises, Internet des objets (IoT), transport maritime, aviation et communications d'urgence, comme l'a indiqué le communiqué de Axian Telecom. L'opérateur assurera la distribution locale des services, la coordination réglementaire et l'activation des clients via une solution SpaceMobile accessible en « un clic ».

Dans un secteur en pleine mutation, le haut débit satellitaire s'impose désormais comme un nouveau champ de compétition pour les opérateurs et les acteurs du spatial. En Afrique, Axian Telecom n'est pas le seul opérateur qui annonce le déploiement d'un tel service. La filiale africaine du groupe indien Bharti Airtel a annoncé, le 16 décembre dernier, un partenariat avec la société américaine SpaceX, qui exploite l'opérateur de services Internet par satellite Starlink, en vue du lancement, à partir de 2026, de la solution de connectivité satellitaire « Starlink DirecttoCell ».

Sipem Banque et Materauto : financement élargi pour les véhicules et l'énergie solaire

ARH. | 11 MARS | LES NOUVELLES

Sipem Banque et Materauto annoncent l'extension de leur partenariat. L'accord, signé hier chez Materauto Ankorondrano, porte désormais sur le financement de solutions de transport, d'équipements professionnels et d'énergie solaire.



Cette initiative consolide ainsi le premier partenariat signé le 31 janvier 2025. A l'époque, la collaboration visait principalement le financement des motos Loncin et Voge. Aujourd'hui, l'accord s'élargit aux véhicules particuliers, aux utilitaires, aux camions, aux engins de chantier

ainsi qu'aux solutions d'énergie solaire proposées par Materauto.

La mobilité s'ancre effectivement dans la performance des entreprises, ce dispositif répond à une demande croissante des entrepreneurs, des PME et des professionnels. Pour beaucoup d'entre eux, disposer d'un véhicule ou d'un équipement adapté constitue un levier direct de productivité et de croissance. La solution de financement proposée par les deux partenaires prévoit un paiement ajusté à la capacité de remboursement des clients, un traitement accéléré des dossiers et une durée de remboursement pouvant atteindre 60 mois. Le dispositif inclut également un accompagnement coordonné entre la banque et le concessionnaire afin de simplifier les démarches d'acquisition. L'offre comprend une assurance tous risques ainsi qu'une assurance décès, afin de préserver à la fois l'entrepreneur et son patrimoine.

Investissements structurants

Pour le directeur général de Sipem Banque, Benoît Sarraute, cette collaboration vise avant tout à soutenir l'investissement productif. « L'extension de notre partenariat avec Materauto nous permet d'accompagner les entrepreneurs et les professionnels dans leurs investissements

structurants. Une voiture peut être un véritable catalyseur de croissance ; notre rôle est d'en faciliter l'accès », explique-t-il. De son côté, le directeur général de Materauto, Rémi Auge, fait valoir une approche globale. « Grâce au renforcement de notre partenariat avec Sipem Banque, nous souhaitons accompagner concrètement les entreprises en leur

proposant une solution globale intégrant véhicules, équipements professionnels et solutions d'énergie solaire. Soit d'offrir un financement accessible et maîtrisé », affirme-t-il. Les professionnels intéressés peuvent se renseigner auprès des 29 agences de Sipem Banque et dans les showrooms Materauto présents à travers Madagascar.

Coopération Sud-Sud : un accord pour stimuler les investissements tuniso-malgaches

ARH. | 12 MARS | LES NOUVELLES

Rapprochement économique entre la Tunisie et Madagascar. La Chambre de Commerce Tunisie-Madagascar (CCTM) et l'Economic development board of Madagascar (EDBM) ont signé, lundi 10 mars à Antananarivo, une convention destinée à stimuler les échanges commerciaux et à encourager les investissements entre les deux pays.

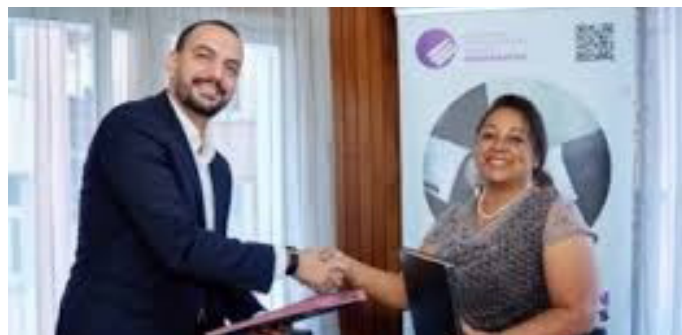
L'accord a été signé par le président de la CCTM, Ben Romdhane Mohamed Lhabib, et la directrice générale de l'EDBM, Josielle Rafidy. Les deux institutions entendent ainsi poser les bases d'une coopération économique plus structurée entre les secteurs privés tunisien et malgache. « Cette convention vise à créer un cadre concret pour développer les échanges et faciliter les partenariats entre entreprises des deux pays », a déclaré Ben Romdhane Mohamed Lhabib. Selon lui, l'initiative doit permettre de transformer l'intérêt mutuel en projets économiques tangibles.

La signature intervient à quelques semaines d'une mission économique tunisienne à Madagascar, prévue du 30 mars au 4 avril. Plusieurs entreprises tunisiennes feront le déplacement afin d'explorer les opportunités d'affaires et de nouer des partenariats avec leurs homologues malgaches. Pour Josielle Rafidy, cette collaboration ouvre une nouvelle phase dans les relations économiques bilatérales. « Nous voulons encourager les investissements et mettre en relation les entreprises pour développer des projets communs », a-t-elle souligné.

Balance commerciale

Les échanges commerciaux entre les deux pays restent encore limités, mais leur progression est notable. Selon les données de la Banque mondiale et de Trade Map, les exportations malgaches vers la Tunisie ont atteint 2,39

millions de dollars en 2024, avec une croissance annuelle moyenne de 150 % entre 2020 et 2024. Dans le même temps, Madagascar a importé pour 12,09 millions de dollars de produits tunisiens, principalement des câbles électriques, des produits alimentaires et divers matériaux industriels.



Malgré cette hausse, ces échanges représentent moins de 0,3 % du commerce extérieur total des deux pays, révélant un potentiel encore largement sous-exploité. Les économies tunisienne et malgache présentent pourtant plusieurs complémentarités. La Tunisie dispose d'un savoir-faire reconnu dans les industries mécaniques et électriques, l'économie numérique et l'agroalimentaire. Madagascar, de son côté, offre des perspectives dans l'agro-industrie, la transformation locale, les ressources naturelles et les chaînes de valeur régionales.

Alaoatra-Mangoro : la chute du prix du riz fait craindre une crise

JEAN RIANA | 12 MARS | LES NOUVELLES

Le Chef de la région Alaoatra Mangoro, Elire Joseph Rabemananjara a déclaré récemment que la baisse du prix du riz pourrait engendrer une crise économique dans la région si aucune solution n'est trouvée rapidement. « Actuellement, environ 40.000 tonnes de riz ne sont pas encore écoulées dans la région en raison de la chute du prix », a-t-il indiqué. Le fait est que les riz importés demeurent moins chers que les riz locaux. A cela s'ajoutent le mauvais état des infrastructures et le manque d'eau. « En effet, lorsque les infrastructures sont dégradées, le rendement

agricole diminue. De plus, le coût des intrants agricoles (engrais, semences, etc) est élevé », a-t-il souligné. Il a ajouté que la production rizicole dans la région dépend fortement des prêts auprès des institutions de microfinance et des banques, ce qui alourdit les charges des agriculteurs. Parallèlement, il y a la croissance des importations de riz qui pose problème car cela nuit aux activités des producteurs rizicoles. Selon les chiffres communiqués par le Chef de région, 262.000 tonnes de riz ont été importées en 2024 et cela a progressé à

801.000 tonnes en 2025, soit une hausse de 205,7%. Elire Joseph Rabemananjara a évoqué que cette situation arrange peut-être le cas des consommateurs, mais pas celui de producteurs qui criaient haro face à la crise économique que cela pourrait générer. A noter que l'Etat a déjà élaboré une solution en misant sur le State Procurement of Madagascar (SPM) pour acheter la production des agriculteurs. « Néanmoins, les quantités achetées restent

très faibles à savoir 50 tonnes par semaine, alors qu'il reste encore 40.000 tonnes en stock », a noté le Chef de région. Il a donc lancé un appel à l'Etat afin d'augmenter les moyens financiers du SPM pour que ce dernier puisse acheter rapidement les stocks de riz de la région, avant l'arrivée de la nouvelle récolte d'ici environ deux mois et ainsi éviter une surproduction qui entraînerait une nouvelle baisse des prix du riz.

Sandam-bola : Mahazo aina ny Ariary

HENINTSOA | 12 MARS | LES NOUVELLES

Sambany tao anatin'ny 10 volana no nahazo aina ny vola malagasy. Omaly, tafidina 4 782,67 Ar ny Euro iray ary 4 146,04 Ar kosa ny dolara, araka ny tarehimarika navoakan'ny Banky foiben'i Madagasikara (BFM). Anisan'ny antony voalohany mampahazo izany ny fiverenan'ireo vola vahiny tamin'ny alalan'ireo fanondranam-bokatra toy ny letisia sy lavanila ary ireo harena an-kibon'ny tany nataontsika any ivelany. Mihena ihany koa ny fanafaran'entana ataon'i Madagasikara amin'izao fotoana, ka mampitombo ny Tahirim-bolantsika eny anivon'ny BFM.

Na izany, mety mandalo ihany ny zava-misy satria hive-rina hiakatra indray ny fanafarantsika entana mandritra ny fetin'ny Paka. Ahina hiakatra ihany koa ny vidin'entana eo amin'ny tsena iraisam-pirenena manoloana ny ady ao Iran ka hampiiba indray ny vola malagasy. Noho izany, manahy sahady ny zava-misy ireo mpandraharaha sy mpanafatr'entana. Misy amin'izy ireo no efa manafatra tsikelikely ny vokatra amidiny mba tsy ho tratry ny tampoka sy hisorohana ny varotra fatiantoka mba hitsinjovany ny fihariany.

Accès aux terres : Le foncier comme verrou stratégique à débloquent pour libérer les investissements

12 MARS | 2424.MG

Et si la terre n'était plus une barrière administrative mais un levier financier ? C'est le changement de paradigme qui avait émergé de la conférence sur la transversalité du secteur foncier, organisée ce mercredi par la direction des services fonciers. Les acteurs, tant publics que privés, ayant participé à cette rencontre, ont été unanimes sur le fait que la sécurisation foncière constitue le verrou stratégique qu'il faut débloquent pour transformer le potentiel malgache en croissance réelle.



La problématique foncière est un des paramètres qui doivent être pris en considération pour tout opérateur envisageant d'investir dans le développement agricole, d'après ce qu'avait avancé le secrétaire exécutif de la Plateforme nationale riz, Masezamana Ny Hasinambinintsoa. Et la sécurisation des droits réels immobiliers revêt une importance stratégique, particulièrement pour la filière rizicole, a-t-il soutenu.

Stabilité du statut juridique

Ce spécialiste expose par exemple que deux leviers permettent d'accroître les rendements, en matière de production. Il parle d'une part de l'intensification culturale sur les parcelles existantes, par le biais de l'optimisation des intrants et l'adoption de techniques agricoles innovantes. Et d'autre part, l'extension des surfaces exploitées, qui nécessite impérativement une consolidation des droits de propriété ou de jouissance.

Danil Ismaël, président directeur général du groupe Inviso, adhère à cette réflexion en soutenant la complexité des investissements en l'absence de titre foncier. "Tout investisseur privé exige, au préalable, une sécurisation foncière pérenne du périmètre dédié à son projet", insiste-t-il, en martelant que "la stabilité du statut juridique des terres est le gage de la sécurité des investissements". Une collaboration étroite entre les services fonciers et le ministère de l'Agriculture et de l'élevage s'avère donc essentielle.

Processus de numérisation

Le taux de dématérialisation des données et informations foncières s'établit à 30 % à l'heure actuelle, indique le directeur général des Services fonciers, Vonjy Razafindratsimba. Il estime que les contraintes opérationnelles rencontrées par les investisseurs et l'ensemble des secteurs usagers du foncier devraient être levées, une fois ce processus de numérisation finalisé. Le ministère de tutelle s'attache, par ailleurs, à assurer un accompagnement personnalisé auprès de chaque investisseur, afin de leur fournir l'intégralité des données nécessaires à la sécurisation de leurs engagements financiers.

Les États-Unis lancent des enquêtes commerciales afin d'imposer de nouveaux droits de douane

12 MARS | FRANCE24

La Chine, l'Union européenne, le Japon, l'Inde ou encore le Mexique font l'objet d'enquêtes de Washington afin de documenter les préjudices économiques subis par les États-Unis et d'imposer, en vertu d'une loi de 1974, de nouveaux droits de douane en remplacement des surtaxes temporaires introduites de nouveau mi-février.

La Maison Blanche a annoncé, mercredi 11 mars, lancer une série d'enquêtes destinées à documenter des préjudices économiques subis par les États-Unis, première étape pour imposer de nouveaux droits de douane après ceux annulés par la Cour suprême.

Les premières « se concentreront sur les économies pour lesquelles les preuves semblent pointer vers une surcapacité structurelle », a détaillé le représentant de la Maison Blanche pour le commerce (USTR), Jamieson Greer, lors d'un point presse téléphonique, citant notamment la Chine, l'Union européenne (UE), le Japon, l'Inde ou le Mexique.

Au total, une quinzaine de pays ou bloc, dans le cas de l'UE, sont visés. Un certain nombre d'entre eux ont signé des accords commerciaux avec les États-Unis, limitant le plus souvent le niveau maximum des droits de douane mis en place sur leurs produits. Mais les investigations se feront indépendamment de ces accords, a précisé Jamieson Greer.

D'autres enquêtes concernent les pays soupçonnés de recourir au travail forcé dans la fabrication de biens envoyés aux États-Unis. Elles devraient débuter jeudi et pourraient entraîner, une fois complétées, l'interdiction d'importer les produits concernés.

Relais des droits de douane temporaires

Les États-Unis, notamment durant le mandat de Joe Biden, avaient déjà pris une série de mesures visant les produits chinois issus du travail forcé des Ouïghours. Mais « il ne s'agit pas de cibler des conditions locales dans un pays en particulier » cette fois, a insisté Jamieson Greer, « nous pensons que l'enquête va concerner une soixantaine de pays ».

Ces enquêtes, prévues dans le cadre d'une loi sur le commerce datant de 1974, doivent s'étaler sur plusieurs mois et débuter par l'ouverture d'un appel à commentaires de la part des parties prenantes, avant que des auditions publiques ne soient menées. L'USTR l'a récemment utilisé pour lancer plusieurs enquêtes, notamment concernant le secteur de la construction navale. Ce texte avait également été la base légale d'une série de droits de douane

imposés sur des produits chinois durant le premier mandat de Donald Trump, pour la plupart toujours en place.

La Maison Blanche espère pouvoir les conclure rapidement, de manière à prendre les mesures, notamment tarifaires, qui viendraient en relais des droits de douane temporaires réintroduits mi-février. Le président américain Donald Trump avait en effet annoncé, dans la foulée de la décision de la Cour suprême, de nouveaux droits de douane de 10 % afin de remplacer ceux ayant été annulés. Il s'était cependant appuyé sur un texte de loi ne lui permettant qu'une mise en place temporaire, au maximum 150 jours, jusqu'au 24 juillet, le Congrès devant ensuite se prononcer pour les inscrire dans la durée.



Des recours contre les surtaxes douanières

Le gouvernement ne ferme pas la porte à de nouvelles enquêtes, si cela s'avérait nécessaire, pour élargir encore les droits de douane potentiels.

La Cour suprême a annulé le 20 février une large part des droits de douane mis en place par Donald Trump, qui s'était appuyé sur un texte de 1977 (l'IEEPA) pour les instaurer. Elle avait estimé que ce texte ne permettait pas au président d'imposer de surtaxe, une prérogative du Congrès.

Ces surtaxes douanières ont généré 166 milliards de dollars de revenus pour l'État fédéral, qui pourraient désormais être remboursés. Un certain nombre d'entreprises ont déjà déposé un recours en ce sens auprès de la justice américaine.

Huile lourde à tsimiroro : Vingt-cinq puits remis en service

ITAMARA OTTON | 13 MARS | L'EXPRESS DE MADAGASCAR

Le site de Tsimiroro voit la remise en service de plusieurs puits d'huile lourde. La société prévoit d'élargir la production dans les prochaines années.

Sur site, le projet de Tsimiroro reprend forme. Après avoir annoncé la reprise de l'exploitation de l'huile lourde de cette partie de la Grande Île, Madagascar Oil indique remettre en service des puits de forage sur place. « Actuellement, sur le site de Tsimiroro, la compagnie dispose de dix-neuf puits de forage sur le site, auxquels s'ajoutent six autres puits initialement consacrés à l'injection de vapeur, soit un total de vingt-cinq puits immédiatement remis en service », indiquent les responsables dans un communiqué, hier.

L'objectif de cette remise en service est d'accroître la capacité de production jusqu'à trois cents barils par jour. Avec cette phase de lancement, la société compte ainsi réactiver ses puits, en forer d'autres et remettre à niveau les puits d'injection de vapeur, ceux qui permettront à l'huile lourde de remonter à la surface quand elle est forée des puits. L'objectif initial a été fixé par Madagascar Oil lors de sa première phase. « Plus tard, dans les deux prochaines années, nous allons forer jusqu'à 150 puits pour pouvoir entamer la phase d'expansion de l'exploitation de pétrole », avait confié Yanto Sianpar, administrateur général de Madagascar Oil.

Investissements

Ce volume de production pourrait couvrir une grande partie des besoins nationaux, notamment auprès de la Jirama, qui sont de 4 000 barils par jour.

La société nationale d'eau et d'électricité est en effet le plus grand utilisateur d'huile lourde du pays. Mais des investissements conséquents sont nécessaires pour booster la production malgache de pétrole. La société Madagascar Oil compte capitaliser sur les expériences du groupe Benchmark dans le développement de projets pétroliers complexes comme au Kazakhstan, en Azerbaïdjan ou encore en Californie.



Les investissements totaux du groupe à travers le monde cumulent près de quatre milliards de dollars. Pour Madagascar, le challenge réside surtout dans les infrastructures connexes, notamment sur la chaîne logistique, avec l'état décrépit de la Route Nationale 1 Bis qui pourrait entraver l'acheminement des produits.

Energie et dépendance : la fragilité invisible de l'approvisionnement en carburants à Madagascar

Andriatahina RAKOTOARISOA | 13 MARS | LES NOUVELLES

À première vue, les communications officielles qui affirment la stabilité de l'approvisionnement en carburants à Madagascar se veulent rassurantes. Elles cherchent à calmer les inquiétudes de la population face aux tensions géopolitiques internationales, notamment au Moyen-Orient, région stratégique pour les flux énergétiques mondiaux. Pourtant, derrière ce discours apaisant se cache une réalité économique plus complexe : la forte dépendance énergétique du pays face aux routes maritimes internationales.

Cette dépendance constitue l'un des angles morts du débat économique national. Elle ne se manifeste pas seulement lorsque des pénuries apparaissent dans les stations-service. Elle agit aussi de manière silencieuse, à travers les prix, les coûts logistiques, les finances publiques et la stabilité monétaire.

Une économie dépendante de l'extérieur

Contrairement à certains pays producteurs d'hydrocarbures, Madagascar ne dispose pas encore d'une exploitation pétrolière significative. La quasi-totalité des carburants

consommés sur le territoire est importée sous forme de produits raffinés : essence, gasoil, pétrole lampant.

Ces produits arrivent principalement par voie maritime, via le port de Toamasina, porte d'entrée énergétique du pays. Toute perturbation sur les routes maritimes internationales peut donc avoir un impact direct sur l'économie nationale. Dans ce contexte, les tensions géopolitiques dans la région du Golfe d'Oman ou autour du détroit d'Ormuz sont loin d'être de simples événements diplomatiques. Ces zones figurent parmi les corridors énergétiques les plus sensibles au monde. Une part importante du commerce pétrolier mondial y transite chaque jour. Même si Madagascar ne se situe pas directement dans cette zone, il dépend indirectement de sa stabilité.

La géographie du carburant malgache

Le trajet maritime typique des cargaisons énergétiques à destination de Madagascar illustre cette interdépendance mondiale. Les produits pétroliers raffinés sont souvent chargés dans des ports du Moyen-Orient ou d'Asie, puis transitent par la mer d'Arabie et l'océan Indien avant d'atteindre la côte Est malgache.

L'un des ports mentionnés dans les circuits d'approvisionnement est par exemple le Port de Sohar, situé dans le sultanat d'Oman.

La distance maritime entre ce port et Toamasina représente environ 3 200 à 3 500 milles nautiques, soit une navigation pouvant durer entre huit et douze jours selon la vitesse des navires et les conditions météorologiques. Cette distance peut sembler relativement courte à l'échelle du commerce maritime mondial. Mais elle révèle surtout une réalité stratégique : l'approvisionnement énergétique de Madagascar dépend d'une chaîne logistique longue, vulnérable et totalement extérieure au territoire national.

Le carburant : moteur invisible de l'économie

Le carburant n'est pas seulement une question de transport automobile. Il constitue l'un des piliers de l'économie moderne.

À Madagascar, le gasoil alimente une grande partie des camions de transport qui relient les régions. Il fait fonctionner les groupes électrogènes qui compensent les déficits de production électrique. Il soutient également l'activité agricole mécanisée, les industries, les chantiers de construction et une partie du secteur minier.

Autrement dit, le carburant agit comme une infrastructure invisible. Lorsque son approvisionnement est fluide, l'économie fonctionne normalement. Mais dès que des tensions apparaissent (hausse des prix internationaux, retard de livraison, perturbation logistique), les effets se répercutent rapidement sur l'ensemble des secteurs.

L'illusion de la stabilité immédiate

Les autorités publiques cherchent souvent à rassurer en évoquant l'existence de stocks stratégiques permettant de couvrir plusieurs semaines de consommation.

Cette information est importante. Elle signifie que le pays dispose d'un certain tampon face aux perturbations ponctuelles.

Mais économiquement, cette vision reste limitée. Car le véritable problème ne réside pas uniquement dans l'approvisionnement à court terme. Il réside dans la dépendance structurelle.

Même lorsque les stocks sont suffisants, Madagascar reste exposé aux fluctuations des prix internationaux du pétrole. Or ces prix dépendent de facteurs multiples : tensions géopolitiques, décisions de production des pays exportateurs, évolution de la demande mondiale, ou encore spéculation financière sur les marchés énergétiques.

Ainsi, une crise à plusieurs milliers de kilomètres peut influencer indirectement le prix du carburant dans les stations-service malgaches.

L'effet domino sur les prix intérieurs

Lorsque les prix du pétrole augmentent sur les marchés mondiaux, les importateurs doivent payer plus cher leurs cargaisons.

Cette hausse finit généralement par se répercuter sur les prix intérieurs. Et lorsque le carburant devient plus coûteux, toute l'économie subit un effet domino.

Le transport de marchandises devient plus cher. Les coûts logistiques augmentent. Les entreprises répercutent ces hausses sur leurs prix de vente.

À la fin de la chaîne, ce sont les consommateurs qui absorbent l'impact à travers l'inflation.

Dans un pays où une grande partie de la population vit avec des revenus modestes, cette transmission des chocs énergétiques peut accentuer les inégalités et fragiliser le pouvoir d'achat.

Le poids pour les finances publiques

La question énergétique ne concerne pas uniquement les ménages et les entreprises. Elle touche aussi les finances publiques.

Dans plusieurs pays, les gouvernements interviennent pour amortir les fluctuations des prix du carburant, soit par des subventions, soit par des mécanismes de régulation. Mais ces interventions ont un coût. Elles peuvent peser sur le budget de l'État et réduire les ressources disponibles pour d'autres priorités : infrastructures, éducation, santé ou développement rural.

La dépendance énergétique devient alors une contrainte budgétaire permanente.

Une vulnérabilité géopolitique silencieuse

Au-delà de l'économie, l'approvisionnement en carburants soulève également une question stratégique.

Un pays dont l'énergie dépend presque entièrement de l'extérieur est mécaniquement plus vulnérable aux crises internationales.

Une tension militaire dans une région éloignée, une perturbation des routes maritimes, ou même une crise logistique mondiale comme celle observée pendant la pandémie peut rapidement se transformer en problème intérieur.

Cette vulnérabilité n'apparaît pas toujours dans les statistiques économiques. Pourtant, elle influence profondément la capacité d'un pays à assurer la continuité de son activité économique.

L'urgence d'une réflexion énergétique

Face à cette réalité, la question fondamentale n'est pas seulement de savoir si l'approvisionnement est stable aujourd'hui.

La véritable question est : comment réduire la dépendance énergétique du pays à long terme ?

Plusieurs pistes existent.

Le développement des énergies renouvelables constitue l'une des plus prometteuses. Madagascar possède un potentiel important en hydroélectricité, en solaire et en éolien.

L'électrification progressive des transports pourrait également réduire la consommation de carburants fossiles à long terme, même si cette transition nécessite des investissements importants.

Une autre stratégie consiste à renforcer les capacités de stockage énergétique afin d'augmenter la résilience face aux chocs internationaux.

Enfin, la diversification des sources d'approvisionnement et des partenaires commerciaux pourrait limiter les risques liés à la concentration géographique des importations.

Un enjeu stratégique pour la croissance

Dans les économies modernes, l'énergie conditionne la croissance.

Sans carburant, les camions ne transportent pas les marchandises. Les machines industrielles s'arrêtent. Les groupes électrogènes cessent de produire de l'électricité. L'approvisionnement énergétique devient donc un facteur central de stabilité économique.

Les communications officielles peuvent légitimement chercher à éviter la panique ou la spéculation. Mais une analyse économique lucide doit aussi reconnaître les fragilités structurelles.

Car la véritable sécurité énergétique ne se mesure pas seulement à la disponibilité de quelques semaines de stocks. Elle se construit dans la capacité d'un pays à réduire sa dépendance et à diversifier ses sources d'énergie.

Penser l'énergie comme un pilier de souveraineté

À Madagascar, l'enjeu énergétique dépasse largement la simple question du carburant.

Il touche à la souveraineté économique, à la stabilité sociale et aux perspectives de développement.

Tant que l'économie dépendra fortement de routes maritimes lointaines et de marchés énergétiques volatils, chaque crise internationale pourra se transformer en choc intérieur.

C'est pourquoi la transition énergétique n'est pas seulement une question environnementale. Elle est aussi une stratégie économique.

Et peut-être, à long terme, la seule manière de transformer une vulnérabilité structurelle en véritable levier de développement.

11^e édition du « Tsenaben'ny Fizahantany » : la promotion du tourisme nationale se poursuit

Jean Riana | 13 MARS | LES NOUVELLES

Le vernissage de la 11^e édition du salon « Tsenaben'ny Fizahantany » (TBF) organisé par l'Office national du Tourisme de Madagascar (ONTM), en partenariat avec le ministère du Tourisme et de l'artisanat (MTA), s'est déroulé hier au jardin d'Antaninarenina.



Ceux qui cherchent des bons plans de vacances ont jusqu'au 14 mars pour visiter l'événement avec une large gamme d'offres attractives et diverses promotions à la clé. Vingt-quatre professionnels du secteur y sont présents.

« Les visiteurs pourront découvrir de nouveaux circuits proposés par des professionnels du tourisme formels,

ainsi qu'une variété de produits et d'expériences touristiques adaptés au pouvoir d'achat des visiteurs, notamment des voyages organisés, des offres spéciales conçues pour l'événement et des idées d'escapades à travers différentes régions du pays », a déclaré la Directrice générale du tourisme du MTA, Felana Sandra Ramarolahy. Elle a ajouté que les Malgaches portent de plus en plus d'intérêts à visiter leur pays. Pour sa part, le Directeur exécutif de l'ONTM, Danny Barivelo a soutenu que la hausse de la fréquentation des parcs nationaux témoigne de cet intérêt croissant des nationaux pour la découverte de leur propre pays.

Selon les statistiques officielles de Madagascar National Parks (MNP), les parcs nationaux ont enregistré 77.209 visiteurs nationaux en 2025, contre 70.715 en 2024, confirmant une tendance à la hausse de la consommation touristique locale. Le président du Conseil d'Administration (PCA) de l'ONTM, Ionjaniaina Ranaivoarimanana a quant à lui indiqué que les exposants ont avancé avoir enregistré 20% à 25% d'évolution par rapport aux contrats qu'ils concluent.

Commerce : Colère des riziculteurs de l'Alaotra face à l'effondrement des prix du riz local

13 MARS | 2424.MG

L'Alaotra en ébullition. Des syndicats de producteurs des districts d'Amparafaravola et d'Ambatondrazaka ont mené un mouvement d'envergure jeudi. Dès 11h00 du matin, les manifestants ont paralysé la circulation au niveau de Vohidiala, bloquant les axes routiers pour exprimer leur détresse face à l'effondrement des cours du riz qu'ils produisent.

C'est sur un déséquilibre financier jugé critique que se base leur mouvement. Alors que ces producteurs estiment à 2 100 ariary par kilo le prix indispensable pour couvrir leurs

charges et assurer leur survie, les cours actuels du paddy se sont effondrés à 1 000 ariary, d'après leur témoignage sur place. Même l'intervention de la State Procurement of Madagascar (SPM), qui propose aux producteurs un prix d'achat à 1 700 ariary, reste en deçà du seuil de rentabilité. Mais la situation est encore gravement exacerbée par la concurrence du riz importé, dont le prix est inférieur à celui du riz local. Le Chef de région par intérim de l'Alaotra Mangoro, Elire Joseph Rabemananjara, explique cette cherté de la production locale par plusieurs facteurs

structurels. Il cite entre autres la vétusté des infrastructures hydroagricoles qui limite les rendements, le coût élevé des intrants, ou encore le poids du surendettement des paysans via les microcrédits.

40 000 tonnes de paddy dormiraient alors actuellement dans les stocks de la région, faute de débouchés. Mais le risque de surproduction est désormais réel à l'approche de la nouvelle récolte prévue dans moins de deux mois. "Si les stocks actuels ne sont pas évacués avant l'arrivée du riz nouveau, l'économie de la région fera face à une menace systémique", alerte le chef de région.

Les agriculteurs lancent alors un appel pressant à l'endroit de l'Etat. Ils ont lancé un ultimatum de 48 heures aux autorités pour soumettre une solution concrète permettant d'aligner les prix d'achat sur la réalité des coûts de revient. Sans une réponse satisfaisante d'ici l'expiration de ce délai, les actions de blocage reprendront avec une intensité démultipliée, avertissent-ils.

Pour le Chef de région, la seule solution viable consiste à augmenter massivement les capacités de financement de la SPM afin de libérer ces stocks dans les plus brefs délais. Le rythme actuel de collecte de la SPM, limité à 50 tonnes par semaine, est jugé dérisoire.

Le ministère du Commerce et de la consommation indique que les convois de la SPM sont déployés à Ambatondrazaka et Tanambe pour procéder à la collecte des stocks de riz auprès des producteurs et des collecteurs locaux. Selon le dispositif logistique établi, chaque cargaison acheminera un chargement de 50 tonnes à destination d'Antananarivo. Pour ce département, l'objectif de cette mesure d'urgence est de soutenir les riziculteurs et de stabiliser la filière face à la forte volatilité des cours du paddy qui fragilise actuellement le secteur.

 **Résidence Les Orchidées Blanches Androhibe**

 **+261 32 07 696 49 / +261 34 01 696 49**

 **ccifm@ccifm.mg / adhesion@ccifm.mg**

